

M. Bouyer (alias C. Gelee dans l'OAS) : créateur de la branche métropolitaine de « France-résurrection » (réseau Bouyer-Catille de l'OAS) transformé après l'échec du putsch en « résurrection-patrie ». Aujourd'hui un des responsables à l'organisation du CID-UNATI.

Alors que la « crise algérienne » polarise la vie politique française, les forces de gauche au mieux se taisent, plus généralement condamnent dans les faits l'entreprise du FLN. Le 12 mars 1956, à la demande de G. Mollet, le Parlement, élus communistes compris, vote les pouvoirs spéciaux qui doivent permettre en particulier d'établir un régime d'Etat de Siège en Algérie et d'y envoyer le contingent. Le sinistre J. Moch ira jusqu'à déclarer devant une internationale socialiste fantomatique en 1959 :

*« Nous partageons sur le problème algérien l'opinion du peuple français. Les jeunes français, après 18 mois de service militaire (27 en réalité) rentrent chez eux farouchement patriotes et demandent qu'on en finisse par les armes avec le problème algérien. Nous sommes des politiciens, nous devons tenir compte des réalités et de la volonté du peuple ».* Sans commentaire.

Mitterrand, garde des Sceaux sera quant à lui l'assassin du militant communiste Yveton qui avait pris parti dans l'action pour le FLN. Quant à l'action du PCF en faveur de la révolution algérienne, elle est pour le moins ambiguë. Plus de deux ans après le début de l'insurrection, le parti en reste à une condamnation humanitariste des tortures. Il ne mène aucune lutte sur le mot d'ordre de « retrait du contingent » et la plupart des manifestations ouvrières contre le départ des rappelés se déroulent sans lui. Il ignore le mot d'ordre d'« Algérie indépendante » : L. Feix écrit dans les « Cahiers du communisme » qu'« une autre voie est possible ou mieux, encore possible, pour les peuples d'Afrique du Nord : la voie de l'Union française », et, dans le même temps, Fajon, membre du BP, se déclare « pour l'existence de liens durables entre la France et l'Algérie dans l'ordre politique, économique et culturel au sein d'une véritable Union française ».

Appréciation portée sur le soutien du PCF à la cause de la Révolution algérienne par la fédération de France du FLN dans un bulletin de 1957.

« Les différents mots d'ordre lancés par le PCF depuis le 1er novembre 1954 et leur évolution en fonction du progrès de notre révolution se sont traduits sur le plan de l'action par le refus de la lutte et par la négation dans les faits du soi-disant « soutien inconditionnel » aux peuples coloniaux. La solidarité à l'égard des travailleurs algériens émigrés en France a été à peu près nulle. Aucune manifestation, aucune action n'a trouvé un appui autre que verbal chez les organisations ouvrières. Contre la répression qui frappe chaque jour nos compatriotes, aucune lutte n'est organisée.

Certes, de-ci de-là, la solidarité des travailleurs français se manifeste. Elle reste cependant individuelle et n'a jamais revêtu jusqu'à ce jour l'aspect d'une action organisée.

En 1955-1956, les manifestations ouvrières contre le départ des rappelés rencontrent une opposition sourde de la part du PCF.